



unesco

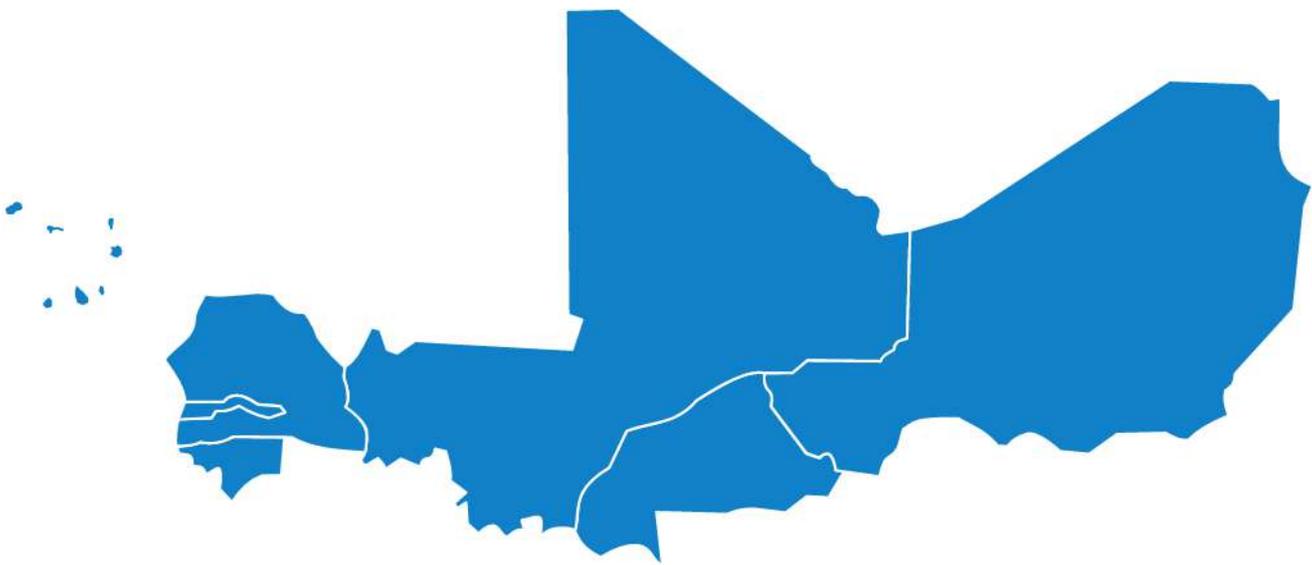
© UNESCO Dakar/Théodore Somda

RAPPORT ANNUEL 2021

**Bureau régional multisectoriel
de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest - Sahel**

BURKINA FASO - CABO VERDE - GAMBIE- GUINEE-BISSAU - MALI - NIGER - SENEGAL





Rapport annuel 2021

Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest - Sahel



Remerciements

Le présent Rapport est une publication annuelle du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest-Sahel (BReDa) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui met en lumière quelques-uns des principaux résultats obtenus en 2021. L'édition 2021 du Rapport a été préparée sous la direction et la supervision de Dr Dimitri SANGA, Directeur du Bureau de Dakar. Il a bénéficié des orientations techniques et des contributions de M. Guillaume HUSSON, Chef du Secteur Éducation ; Dr Anthony MADUEKWE, Chef du Secteur Sciences naturelles ; Dre Marema TOURE THIAM, Cheffe du Secteur Sciences humaines et sociales ; Mme Guiomar ALONSO, Cheffe du Secteur Culture ; M. Elvis Michel KENMOE, Chef du Secteur Communication et information, membres du Bureau de Dakar, ainsi que de celles de M. Edmond MOUKALA, Chef du Bureau de Bamako, et de leurs équipes respectives. La coordination de l'élaboration du Rapport a été assurée par Théodore SOMDA, Chargé de la communication et de la visibilité au Bureau de Dakar. Nous remercions vivement l'ensemble des collègues des Secteurs Éducation, Sciences humaines et sociales, Sciences naturelles, Culture, Communication et information et du Bureau de Bamako, pour leurs contributions techniques. Le Rapport a aussi bénéficié de l'appui des personnes dont les noms suivent pour la rédaction, la traduction, la conception graphique, l'impression, les relations avec les médias, la communication et les services de secrétariat. Il s'agit de : Léna Mariane DIOP et les VNU en ligne, BONTOGHO K. Modeste, Isabella Stasi Castriota SCANDERBEG, Mélanie MOYER.



Avant-propos

Tout en consolidant son approche par une réponse globale et humaniste face à la pandémie de la COVID-19, déclarée depuis maintenant plus d'un an et demi, le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel), en se basant sur les domaines clés du mandat de l'Organisation, a, au cours de l'année 2021, intensifié les réflexions stratégiques afin de proposer des solutions innovantes aux États membres dans leur quête de redressement post COVID-19 et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et ceux de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Dans un contexte régional marqué par la recrudescence des vagues de contamination à la COVID-19 et une situation sécuritaire considérablement dégradée à travers le Sahel, la résilience et les initiatives des États membres pour y faire face avec le soutien de l'ensemble des partenaires techniques et financiers incluant l'ensemble des agences du Système des Nations Unies, ont été déterminantes et ce à plus d'un titre. Les défis auxquels il a fallu faire face ont renforcé l'approche interdisciplinaire prônée et appliquée par le Bureau de Dakar depuis quelques années déjà, notamment à travers des interventions mieux ciblées et harmonieuses autour de la résilience des systèmes éducatifs, l'enseignement à distance, l'autonomisation et le développement des compétences ; le soutien à la résilience du secteur culturel et le renforcement de la protection des biens culturels ; aussi bien que la revalorisation des systèmes de savoirs endogènes pour répondre aux urgences et penser un meilleur avenir à travers des perpétuels exercices de réflexions et de projection dans le futur, caractéristiques de notre Organisation depuis maintenant soixante-quinze ans. Cette année l'UNESCO fête ses 75 ans, un sacerdoce acquitté au service de la paix, de la défense de la dignité humaine, du partage des savoirs, de la vulgarisation des connaissances, et un engagement sans failles en faveur de l'universalité des valeurs inscrites au plus profond de son ADN : « **Construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes** ». Pour accomplir cette promesse, nous sommes plus que jamais convaincus du rôle prépondérant que

notre Organisation doit jouer auprès des États membres de la région notamment dans le sens de transformer le discours sur le Sahel, cette terre d'opportunités et de résilience qui, à l'instar des autres à travers la planète, aspire à la prospérité et au bien-être. Au vu de l'immensité de la tâche à accomplir pour ce faire, nous nous inscrivons dans la logique de collaboration, de coopération et de coordination des efforts avec les autres parties prenantes notamment à travers des initiatives régionales partagées, telle que la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS).

Le Bureau régional de Dakar s'emploiera, au cours de 2022 à hisser ses interventions à la hauteur des enjeux sur les thématiques clés telles que l'éducation, les changements climatiques, la cohésion sociale, la liberté d'expression et de participation aux instances décisionnelles, sans oublier le socle que constitue la culture. De grands rendez-vous se profilent à l'horizon et l'UNESCO se positionne dans la région, à travers notre Bureau pour contribuer à la réussite de bon nombre d'entre eux notamment le 9^e Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Dakar en mars 2022. Ce forum est une opportunité d'engager des actions fortes pour accélérer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, et relever les défis liés à l'eau au Sahel, en Afrique et dans le monde.

Comme le dit si bien ce proverbe africain :
« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. »



Dr Dimitri Sanga

Directeur du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel)





SOMMAIRE

Remerciements.....	05
Avant-propos.....	06
Sigles et abréviations.....	09
Chiffres et faits marquants de l'année 2021.....	10

1	INTRODUCTION	Page 11
----------	---------------------	---------

2	ÉDUCATION	Page 13
----------	------------------	---------

3	CULTURE	Page 25
----------	----------------	---------

4	SCIENCES NATURELLES	Page 33
----------	----------------------------	---------

5	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES	Page 37
----------	--------------------------------------	---------

6	COMMUNICATION ET INFORMATION	Page 43
----------	-------------------------------------	---------

Sigles et abréviations

AICS : l'Agence italienne pour la coopération au développement

ANCS : Alliance nationale des communautés pour la santé

AOC : Afrique de l'Ouest et du Centre

BReDa : Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel)

CapED : Programme de renforcement des capacités pour l'éducation

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CESA : Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025

CNEB : Comité national d'éthique et de bioéthique

CODESRIA : Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique

COMNAT/NATCOM : Commission nationale

CRDI : Centre de recherches pour le développement international

FEM : Fonds pour l'environnement mondial

FESPACO : Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou

FHA : Forum des Humanités Africaines

GEL/GLE : Groupes d'Éducation Locaux/
Groupe Locaux d'Éducation

GRC4-AOC : Groupe régional de coordination sur l'ODD4-Education 2030 en Afrique de l'Ouest et du Centre

HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

IBSA : Fonds Inde-Brésil-Afrique du Sud

IGEF : Inspection générale de l'Éducation et de la Formation – Sénégal

IDM : Indicateurs de développement des médias

ISU : Institut statistique de l'UNESCO

MOST : Programme scientifique intergouvernemental de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales

NDMA : National Disaster Management Authority

ODD : Objectifs de développement durable

OIF-IFEF : Organisation internationale de la Francophonie–Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation

ONU : Organisation des Nations Unies

OSC : Organisations de la société civile

PAQUET : Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence

PCI : Patrimoine culturel immatériel

PEV-E : Prévention de l'extrémisme violent par l'éducation

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

RAES : Réseau Africain de l'Éducation pour la Santé

SESSTIM : Sciences économiques et sociales de la santé et traitement de l'information médicale

SHS : Sciences humaines et sociales

SNDSE : Stratégie nationale de développement des statistiques de l'éducation

SNU : Système des Nations Unies

SSR : Santé sexuelle et reproductive

TIBC : Trafic illicite des biens culturels

TIC : Technologies de l'information et de la communication

UA : Union africaine

UCAD : Université Cheikh Anta Diop

UNCT : United Nations Country Team

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

VBG : Violences basées sur le genre

VGMS : Violences de genre en milieu scolaire

YUX : Agence sénégalaise de design





CHIFFRES ET FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

UNESCO CULTURE EN 2021



95
activités



18
projets
en pays d'Afrique
de l'Ouest et du Centre



19
campagnes
réseaux
sociaux



plus de
6 millions
personnes
touchées

Innovation sur les approches pour
sensibiliser les communautés dans
la lutte contre la **COVID 19**



UNESCO
DAKAR

Biennale of
Luanda
2021 Pan-African
Forum for
the Culture
of Peace

African Union 

 **unesco**

 **GOVERNO DE
ANGOLA**

Au centre des célébrations de l'année 2021 de l'Union africaine consacrée aux Arts, à la culture, au patrimoine et à l'organisation de la Biennale de Luanda de la Culture de la paix.



Introduction



Introduction

Une bonne lecture des actions de l'UNESCO pour l'année 2021 nous montre que la résilience, qui avait été engagée auprès des États membres suite aux exigences du contexte de crise dans lequel la pandémie de la COVID-19 avait plongé l'Afrique en particulier et le Monde en général, restera encore de mise pour au moins trois années.

À travers les vagues successives de contaminations à la COVID-19, le monde se rend compte que la réponse à la pandémie doit s'inscrire dans la durée, qu'il doit apprendre à vivre en présence du virus, comme pour le cas des autres maladies qui sévissent sur la planète.

C'est en ce sens que le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) a axé son appui aux gouvernements des pays couverts sur :

- > Le renforcement de la résilience des systèmes éducatifs et la préparation du retour des apprenants à l'école en appuyant la digitalisation des ressources éducatives et en développant les moyens d'enseignement à distance ;
- > Le positionnement de la culture comme un facteur de résilience en temps de crise, à travers une protection renforcée du patrimoine culturel et naturel du Sahel, une lutte plus efficace contre le trafic illicite de biens culturels, mais également en promouvant la résilience du secteur à travers le soutien aux artistes et créateurs, et la professionnalisation des femmes.
- > La revalorisation des savoirs endogènes et le questionnement des humanités africaines afin de mieux répondre aux problématiques du présent tout en repensant le futur ;
- > Le renforcement des capacités des États membres de la sous-région en matière de gestion de l'eau, ressource plus que jamais essentielle ;
- > La considération des enjeux de la communication et de l'information en temps de crise.

Ce Rapport présente quelques-unes des interventions du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel), en constante collaboration avec les commissions nationales, les agences, les fonds et les programmes de l'organisation des Nations Unies, ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux, la société civile et le secteur privé, dans le cadre de la réponse à la pandémie de la COVID-19 et dans l'optique de contribuer au renforcement de la résilience des États membres, à leur reconstruction et à imaginer un « après-COVID-19 » apaisé et inclusif. Il se veut un recueil de bonnes pratiques contribuant à consolider le travail des différentes parties prenantes.

2

Éducation





En 2021, le secteur de l'éducation a poursuivi son accompagnement aux États membres en vue de progresser vers l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Cet appui, toujours dans un contexte de pandémie de la Covid-19, s'est vu renforcé sur les aspects de résilience des systèmes éducatifs grâce à la digitalisation et l'enseignement à distance et/ou en mode hybride, sur l'autonomisation et le développement des compétences des enfants et des jeunes, et sur le suivi des politiques éducatives en lien avec l'ODD4 et la CESA.



RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS GRÂCE À LA DIGITALISATION ET À L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

En 2020, la pandémie de la COVID-19 a occasionné la fermeture des écoles dans l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest et entraîné une rupture scolaire pour des millions d'élèves. En 2021, le Bureau de l'UNESCO à Dakar, parfois en partenariat, a poursuivi la mise en œuvre des projets d'utilisation des TIC pour renforcer la résilience des systèmes éducatifs face aux crises.

national pour l'accélération de la transformation digitale de l'EFTP et des systèmes de développement des compétences de leur pays. La formation d'une centaine de praticiens pour les 7 pays a été planifiée en octobre 2021. Le rapport continental sur l'état de la transformation digitale de l'EFTP en Afrique, en cours de finalisation, servira comme référence de base pour l'évaluation des avancées des pays dans les années à venir.

L'Initiative panafricaine pour la transformation digitale de l'Enseignement et Formation Techniques et Professionnels (EFTP)¹

Cette initiative initiée est mise en œuvre par l'UNESCO avec une dizaine de partenaires a été lancée en mars 2021. L'objectif est de créer dans chaque pays l'écosystème nécessaire pour l'accélération de la transformation digitale de l'EFTP et des systèmes de développement des compétences. Trois composantes programmatiques structurent l'initiative. La première adresse le renforcement des capacités des leaders et des praticiens dans la transformation digitale de l'EFTP. Dans ce cadre, une première cohorte de 103 leaders et décideurs politiques issus de 7 pays africains a été formée : 4 francophones (Burkina Faso, Mali, Guinée, Sénégal) et 3 anglophones (Gambie, Ghana, Libéria). Les lauréats de chaque pays ont intégré le réseau



1- Quelques liens pour visionner des événements clés de l'initiative.

- Lancement de l'initiative : <https://www.youtube.com/watch?v=fcQA-DrXAJU&t=100s>
- Leçon inaugurale : <https://youtu.be/xWmQAwmo3X8>
- Cérémonie de remise des attestations de formation : <https://www.youtube.com/watch?v=bZLSKKUohSg>

F L'impact de COVID-19 sur le système éducatif avec les interruptions des cours au Mali a poussé le gouvernement à donner la priorité à la digitalisation du système de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) pour permettre au système d'être plus résilient pour les années à venir. J'espère que cette première cohorte dans le cadre du réseau, qui sera mis en place, mobilisera l'expertise acquise pour faire dans un premier temps l'état de lieux de la transformation digitale du système d'EFTP en place, et proposera ensuite une note prospective sur les objectifs à poursuivre pour assurer une véritable transformation digitale de notre système et montrer comment y aller notamment en me proposant un plan d'action.

TÉMOIGNAGE



Monsieur Bakary Doumbia,
Ministre de l'Entrepreneuriat National, de
l'Emploi et de la Formation Professionnelle
de la République du Mali

La plateforme régionale d'enseignement et d'apprentissage à distance : Imaginecole

L'initiative **Imaginecole** financé par le Partenariat mondial pour l'Éducation est mise en œuvre par l'UNESCO en partenariat avec le Gouvernement de la République française, la CONFEMEN et l'OIF. Elle vient en soutien à 10 pays d'Afrique francophone de l'Ouest et du Centre dans le renforcement de l'apprentissage à distance. Une plateforme régionale embarquant 600 ressources éducatives numériques dans les matières universelles comme le français, les mathématiques et la biologie est disponible et opérationnelle. 10 plateformes nationales ont été développées et indexent les ressources vidéo et leçons interactives livrées sur étagère par le partenaire technique qu'est le Réseau Canopé. Les pays sont soutenus dans la création de modules correspondants à leur curriculum d'enseignement. Des ateliers de formation des enseignants à la scénarisation pédagogique et la techno pédagogie sont organisés dans le but de garantir la qualité des productions nationales, l'usage des plateformes et l'appropriation du système déployé par les différents pays.



2 webinaires internationaux sur la scénarisation et les pratiques d'enseignement à distance ont été tenus. Ils donneront suite à 70 ateliers pratiques permettant d'avoir 200 scénarios locaux. Un noyau de 102 formateurs au numérique éducatif est obtenu grâce à 72 classes virtuelles tenues. Ils mettront en œuvre la stratégie de formation en cascade pour atteindre 10 000 enseignants et 6 000 000 d'élèves. Enfin, le projet prévoit d'allouer 250 ordinateurs portables à travers un concours aux meilleurs développeurs pour soutenir la production de ressources éducatives libres dans chacun des pays.



Le projet « Assurer la continuité des apprentissages des enfants et des adolescents les plus vulnérables au Sénégal »

L'UNESCO, en partenariat avec l'UNICEF, le UNHCR et l'UIT a exécuté le projet « Assurer la continuité des apprentissages des enfants et des adolescents les plus vulnérables au Sénégal » grâce au financement du fonds des Nations Unies pour les réponses rapides à la Covid-19 (UN MPTF Covid-19). Il est venu en appui au ministère de l'Éducation nationale et au ministère en charge de la Formation professionnelle.

Pour le ministère de l'Éducation nationale, 100 enseignants issus des différentes académies, inspections d'éducation et de formation, et des centres régionaux de formation du personnel de l'éducation ont été formés à la techno pédagogie. De plus, 250 filles de milieux défavorables ont été dotées de tablettes.

Pour le ministère en charge de la Formation professionnelle, 100 formateurs issus du lycée Seydina Limamou Laye de Dakar et des centres de Formation professionnelle (CFP) de Ziguinchor et de Ourossogui ont également été formés à la techno pédagogie. 750 tablettes ont été remis aux apprenants, 105 ordinateurs portables aux enseignants. Trois laboratoires virtuels dans ces trois établissements ont été équipés avec du matériel multimédia et des logiciels de simulation. 30 enseignants ont été formés à l'utilisation des logiciels de montage de vidéo (Camtasia et Adobe) pour la production de supports vidéo d'apprentissage et de formation.



AUTONOMISER ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES DES JEUNES

Autonomisation et développement des compétences des jeunes en Gambie/validation de la politique d'EFTP



L'UNESCO a aidé la Gambie à se doter d'une politique nationale de développement de compétences techniques et professionnelles. Cette nouvelle politique est la première étape clé pour réimaginer l'apprentissage tout au long de la vie et l'autonomisation économique des jeunes du pays. L'appui a été réalisé dans le cadre du projet « Autonomisation des jeunes à travers l'EFTP en Gambie », financé par la KOICA.

Le document de politique a été validé en août 2021 en présence des plus hautes autorités du pays, et notamment de la Vice-Présidente, Mme Isatou Touray ; du ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche, de la science et de la technologie, M. Badara Alieu Joof ; ainsi que de six autres ministres des secteurs clés de l'économie. La validation du document de politique d'EFTP a aussi connu la participation du Directeur du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest / Sahel, du Représentant du bureau de la KOICA, du représentant du bureau du Coordinateur résident des Nations-Unies ainsi que de toutes les parties prenantes du secteur de l'EFTP en Gambie.

Programme conjoint du Système des Nations Unies (SNU) - ALG (Autorité de Liptako-Gourma) au Mali, Burkina Faso et Niger



L'UNESCO dans le cadre du programme conjoint SNU-ALG a contribué à mieux équiper les communautés vulnérables du Liptako-Gourma, notamment les femmes et les jeunes grâce à des formations professionnelles à l'emploi. Outre la conception d'une action de formation basée sur les compétences transversales clés identifiées, 160 femmes et jeunes dans les localités de Kaya, Ouahigouya, Fada N'gourma au Burkina Faso ont été formés, et 40 d'entre eux ont été formés comme formateurs afin d'assurer la démultiplication de la formation dans l'ensemble des pays de l'ALG. Pour assurer la soutenabilité, un séminaire de sensibilisation de 40 cadres des ministères en charge de l'EFTP dans l'ALG a été organisé.



M. Issaka Halidou

Directeur régional adjoint à Tillabéri, formateur (Niger)

Mon rôle en tant que formateur est d'amener les enseignants à maîtriser le contenu de la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Une fois de retour dans leur localité, ils pourront transmettre ces connaissances dans leurs classes, à travers la pédagogie transformationnelle, pour amener à un changement de comportement.

Atelier de formation d'enseignants des écoles cibles, primaires et secondaires, des régions de Diffa et de Tillabéri (Niger) sur le guide des enseignants << Autonomisation des jeunes pour la construction de la paix et de la résilience pour la prévention de l'extrémisme violent dans les pays du sahel par l'éducation >> 19-30 avril 2021, Niger



M. Abdel Kader Ba

Représentant du Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi



Ce projet facilitera l'insertion professionnelle de 150 jeunes et femmes bénéficiaires à travers la formation aux métiers, la formation en entrepreneuriat et la dotation en kits d'installations et fonds de roulement ! Il permettra, en outre, aux jeunes bénéficiaires de renforcer leurs compétences sur les thèmes sociétaux.

Projet d'appui à la stabilité sociale par l'éducation et la formation professionnelle des jeunes non scolarisés au Burkina Faso

L'UNESCO, à travers son projet « Appui à la stabilité sociale par l'éducation et la formation professionnelle des jeunes non-scolarisés suite aux crises sécuritaire et sanitaire au Sahel et dans les régions de l'Est du Burkina Faso », financé par le Japon, œuvre à donner une nouvelle chance aux jeunes de ces régions. Ainsi, 150 jeunes âgés de 18 à 24 ans recevront des formations de courte durée dans les métiers de la couture, la plomberie, l'aviculture et l'électricité/bâtiment/énergie solaire ; et 600 élèves non-scolarisés ou déscolarisés, âgés de 9 à 12 ans et issus de 21 centres passerelles, réintégreront l'école formelle grâce à la Stratégie de Scolarisation accélérée/Passerelle (SSA/P), intégrant la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E). Chaque élève est doté d'un kit scolaire selon les spécifications du ministère de l'Éducation.

Renforcement des compétences des jeunes en matière de prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E).

Depuis 2019, l'UNESCO soutient les ministères de l'Éducation du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E). En particulier, l'UNESCO appuie la mise en place, au sein d'écoles pilotes primaires et secondaires, de la pédagogie transformationnelle qui vise à renforcer chez les élèves les compétences pour la résilience et à les encourager à agir en tant qu'acteurs pour la paix dans leur communauté.

Les équipes nationales des 3 pays bénéficiaires ont revu les matériels pédagogiques élaborés sur la PEV-E pour prendre en compte l'éducation à l'état de droit et la dimension genre en tant que thèmes clés associés à la PEV-E. Au Burkina Faso et au Niger, respectivement 180 et 146 enseignants ont été formés sur ces matériels révisés, bénéficiant ainsi à plus de 11 700 et 7 900 élèves. L'UNESCO soutiendra l'intégration de la pédagogie transformationnelle dans les programmes de formation initiale et continue des enseignants.



APPUYER LES POLITIQUES ÉDUCATIVES



Appui institutionnel et coordination des partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation au Sénégal

Dans sa position de Chef de file des partenaires techniques et financiers et d'agence de coordination, (i) l'UNESCO a continué à renforcer l'appui institutionnel dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de la politique éducative au Sénégal. Ce soutien a été amplifié en 2021 par un appui additionnel de 50 000 \$ des États-Unis, du Partenariat mondial pour l'Éducation (PME) à travers un projet pilote de financement au ministère de l'éducation nationale du Sénégal pour sa fonction d'appui administratif au Groupe national des Partenaires de l'Éducation et de la Formation (GNPEF). Ces efforts combinés ont permis d'améliorer les instruments de suivi des priorités nationales fixées dans le plan sectoriel de l'éducation, le PAQUET (2018-2030) et l'organisation de la 8ème revue sectorielle tenue en juin 2021 autour de l'ensemble des familles d'acteurs pour un bilan situationnel de la mise en œuvre des recommandations de la revue précédente et faire les ajustements appropriés en tenant compte de la pandémie de la Covid-19 qui a fortement influé sur l'atteinte des résultats sectoriels. Cette consultation a culminé avec la signature d'un aide-mémoire qui présente les recommandations issues de la revue sectorielle conjointe de juillet 2021.

Élaboration du premier Rapport continental de suivi de la CESA et de l'ODD4

L'UNESCO coordonne la publication du premier rapport continental sur la CESA 2016-2025, la stratégie continentale africaine sur l'éducation, et l'Objectif de développement durable sur l'éducation (ODD 4) à l'horizon 2030. Il sera publié cette année, suivi d'une campagne de plaidoyer et de sensibilisation sur les principales conclusions à l'attention des acteurs et des décideurs. La thématique du rapport est sur l'équité, une thématique centrale des 2 agendas et articulés dans les différents cadres d'action développés aussi bien au niveau pays, régional et global. Un comité de pilotage a été mis en place pour fournir des orientations et guider, mais aussi pour émettre des commentaires au comité éditorial et à l'équipe technique (l'IIPE-UNESCO et son Bureau à Dakar) dans l'élaboration du rapport. Le comité de pilotage est multipartenaire et est composé de la Commission de l'Union africaine, de l'ADEA, des bureaux régionaux de l'UNESCO pour la coordination de l'ODD4 en Afrique, de l'IIPE, du BIE, de l'UNICEF, du UNHCR et de l'Université panafricaine. Le financement est assuré par l'UNESCO pour l'assistance technique du rapport avec un apport additionnel de la Fondation Bill & Melinda Gates pour l'impression, la diffusion du rapport et le plaidoyer.

Appui à l'élaboration de rapports nationaux de suivi de la CESA et de l'ODD4

En appui au rapportage de l'ODD4 et de la CESA dans les pays d'Afrique Subsaharienne incluant l'élaboration des rapports nationaux de suivi de la mise en œuvre des stratégies sectorielles, l'UNESCO Dakar appuie les pays (Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Sénégal) à faire le bilan des activités de suivi et d'évaluation de l'ODD4 et de la CESA au niveau national à travers la préparation de rapports nationaux. Le processus d'élaboration des rapports diffère d'un pays à un autre. Néanmoins, pour le Burkina Faso, la Gambie, le Mali et le Sénégal, le cadre d'analyse des rapports nationaux est couplé avec des ateliers. Ils servent à renforcer les capacités déployés à travers le groupe de travail System sur les données du groupe régional de coordination de l'ODD4 en Afrique de l'Ouest et du Centre (GRC4-AOC) avec le dispositif technique d'élaboration des rapports en place. Les rapports pays seront disponibles en 2022.

Les principaux défis concernent les difficultés liées à la pandémie qui a chamboulé l'exécution des activités. Il était parfois impossible de travailler en présentiel et d'aller rencontrer les partenaires et les bénéficiaires des programmes ED.

Par ailleurs, d'autres défis peuvent être mentionnés comme la lenteur dans l'exécution de certaines activités liées à diverses autres contraintes notamment celles relatives à l'adhésion totale des parties prenantes clés.

Pour ce qui est de la pandémie à la Covid-19, une solution a été de nous appuyer sur des experts locaux et d'assurer le suivi et la qualité du service tout en découvrant nos capacités d'adaptation en période de crise jusqu'ici inexploitées. Tout ceci a été possible grâce à l'utilisation du digital comme élément indispensable dans la délivrance des services aux partenaires.

Pour répondre à la nécessité de l'engagement accru de toutes les parties prenantes, il a été développé plusieurs fois des stratégies de communication et de plaidoyer s'appuyant sur des éléments factuels. Ces stratégies ont permis de développer des outils de plaidoyer, de renforcer les capacités de certains acteurs sur la compréhension de certaines activités en lien avec les enjeux pour l'éducation. Elles ont aussi permis d'engager plus significativement les jeunes à saisir les perspectives et les expériences dans des contextes divers et variés et surtout à recueillir leurs recommandations en lien avec leurs besoins.

La pandémie nous a permis de développer des nouvelles stratégies de travail et surtout d'innover dans la manière de travailler avec les partenaires dans des situations de crise.

La pandémie a également mis en avant la nécessité des TICs et surtout l'urgence d'appuyer les pays africains à la transformation digitale structurelle de leurs économies. Ces expériences capitalisées pendant cette période de crise sanitaire nous ont permis d'améliorer nos méthodes de travail avec les partenaires avec l'utilisation du digital.

Pour aider les jeunes à avoir une éducation de qualité, il faut un engagement significatif et itératif avec les détenteurs de pouvoirs tels que les autorités politiques, administratives, culturelles et religieuses. Il est également nécessaire de trouver des moyens créatifs d'identifier et de s'engager auprès des enfants et des jeunes les plus vulnérables, afin de s'assurer que leurs besoins sont bien pris en compte et que l'école répond bien à ces besoins. En marchant main dans la main avec les différentes parties prenantes, l'UNESCO et ses partenaires espèrent construire et garantir l'engagement des plus hauts niveaux jusqu'à la base, où les jeunes sont eux-mêmes le moteur de leurs propres trajectoires de développement.





#ArteCvKontraCovid19, São Vicente © Queila Fernandes

3

culture



Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest - Sahel



SOUTENIR LA RÉSILIENCE DU SECTEUR CULTUREL, PROTÉGER LE PATRIMOINE

En raison de la COVID-19, le secteur culturel de l'Afrique de l'Ouest/Sahel a été l'un des plus touchés sans pour autant que la culture n'ait cessé de jouer sa partition. Outre, les défis liés à la persistance de la pandémie et à la détérioration du contexte sécuritaire dans le Sahel, l'année 2021 a été caractérisée par une concrétisation des approches stratégiques initiées en 2020 par l'équipe Culture. Cela a permis d'accompagner de manière efficace, opérationnelle et pérenne les efforts des États membres et des partenaires nationaux pour assurer la sauvegarde et la valorisation de la culture et du patrimoine dans son sens large.

L'année 2021 marque aussi un tournant important pour la reconnaissance du rôle de la culture sur le plan international comme un levier incontournable pour bâtir la paix, la cohésion entre les nations et le développement durable en Afrique. Cette prise de conscience a été illustrée à travers le thème de l'année 2021 de l'Union africaine : « **Arts, culture et patrimoine : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons** ».

Les initiatives suivantes sont témoins des efforts que l'UNESCO a mené en faveur de ses États membres pendant cette période charnière.

#ArteKontraCOVID : la réponse culturelle conjointe UNESCO-CEDEAO

Tout au long de 2021, des artistes et créateurs du Burkina-Faso, Cabo-Verde, Gambie, Guinée Bissau, Mali, et du Sénégal ont conçu et développé des campagnes de sensibilisation innovantes pour lutter contre la pandémie de la Covid-19. À travers les réseaux sociaux, la télévision, la radio et la presse écrite, ces différentes campagnes qui ont été faites à base de chorégraphies, films, Tik Tok, et sketches ont permis de toucher des communautés diverses en abordant et rappelant les gestes barrières, la lutte contre la stigmatisation des personnes atteintes et l'importance de la vaccination.



#ArteKontraCovid19 @ Queila Fernandes

QUELQUES RETOURS EN CHIFFRES

#ArteCvKontraCovid19

porté par **huit artistes** au Cabo Verde qui célèbre cette année sa ratification de la Convention de 2005, a touché à travers la télévision nationale et les réseaux sociaux **plus de 100 000 personnes** avec des rediffusions

#ArtistesBFContreCovid19 diffusé grâce aux créations de trois artistes du Burkina-Faso a touché **plus 30 000 personnes** ;

#ArtsSénégalContreCovid19 au Sénégal, a touché plus de 80 000 jeunes de la banlieue de Dakar avec la pièce de théâtre COVID-19 et ses Alliés à la Barre et un concours #TikTok.



ZOOM SUR LA GAMBIE

#ArtsGambiaAgainstCovid-19 a été portée par vingt créateurs qui ont produit des poèmes, chansons et vidéos de sensibilisation originaux et percutants. Cette campagne a été un grand succès grâce au partenariat avec des opérateurs télécom et du Système des Nations Unies qui a permis de porter les messages autour de la vaccination sur tout le territoire, et même au-delà des frontières. Plus de la moitié de population de la Gambie (soit plus d'1 000 000) a été touchée à travers les réseaux sociaux, le réseau téléphonique (push SMS) et des affiches de grande taille.

#ArtsGambiaAgainstCovid-19 : the artists speak up !

“

**Poetry is dynamic.
It is a platform that can attract and convince.
The message of this campaign is powerful yet simple enough to sensitize the audience about the Covid-19 vaccine.**

Harry Bah, participating poet, The Gambia



UNITED NATIONS
THE GAMBIA





Abraão Vicente

Ministre de la Culture et des Industries Créatives du Cabo Verde

Témoignage

« La Covid-19 est venue secouer les fondements de tout le secteur de la production culturelle en raison de la précarité des liens de travail, de la reconnaissance des professions liées aux arts et à la culture. Face à cette situation, il est nécessaire que tous les pays se réunissent pour définir de nouvelles politiques publiques pour le secteur culturel. La culture est le moteur du développement d'un peuple. Sans culture, nous ne pouvons pas avoir ni passé, ni présent, ni futur. Nous devons veiller les uns sur les autres au-delà des frontières qui nous séparent ; vivre en communauté, partager la culture, la langue, les coutumes et vivre en harmonie. La circulation de personnes entre les pays enrichit la diversité culturelle de chaque peuple, de chaque nation. »



Mariama Cham

Artiste participant,
#ArtsGambiaAgainstCovid19,
The Gambia

Témoignage

« Being an activist and artist, I feel so honored to be part of such project. Using my voice as a tool to preach out a message is one of my purposes when making music, and this is an important campaign indeed to clear the doubts about the vaccine and gain the trust that it's safe and healthy to be vaccinated. »

Renforcer la protection des biens culturels dans un contexte sécuritaire fragile



Conservation préventive dans une réserve muséale © Guilmer Alonso / UNESCO Dakar

Depuis quelques années, la région du Sahel est confrontée à une dégradation continue de son contexte sécuritaire qui se caractérise par une recrudescence du trafic illicite des biens culturels. Cette situation, exacerbée par la pandémie de la COVID-19, fragilise la région à la fois sur le plan politique, social et économique tout en mettant en péril la préservation du patrimoine culturel des pays. En 2021, le Bureau de Dakar continue d'accompagner les États parties pour apporter une réponse à ces défis de protection à travers une approche intégrée et opérationnelle. Elle vise à connecter, transposer et assurer une mise en œuvre efficace des Conventions de l'UNESCO relatives à la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel. Des actions au niveau régional, institutionnel et sur le terrain, ont permis d'atteindre des résultats probants dans un contexte pandémique qui demeure particulièrement contraignant. Il s'agit notamment :

Du renforcement des réseaux opérationnels de lutte contre le trafic illicite des biens culturels en Afrique en poursuivant la formation des acteurs de la chaîne de lutte. Ceci a permis de renforcer le

contrôle au niveau des frontières et d'enregistrer des cas d'alertes et de saisies douanières. Ces résultats ne sont pas fortuits et découlent des formations pratiques organisées en juin 2020 en collaboration avec INTERPOL et l'OMD et plus récemment la formation en ligne organisée en juillet 2021 pour les professionnels du patrimoine d'AOC en partenariat avec l'École du Patrimoine Africain et la participation d'UNIDROIT, de la CEDEAO et de l'ICOM.



Conservation préventive dans une réserve muséale © Guiomar Alonso / UNESCO Dakar



Conservation préventive dans une réserve muséale © Guiomar Alonso / UNESCO Dakar

D'actions de sensibilisations et d'informations réalisées au niveau régional avec la dissémination d'outils opérationnels de communication et d'information dont notamment :

- (a) le livret des forces de l'ordre et de sécurité qui a été distribué de manière physique et digitale auprès de centaines de douaniers et officiers de police de 18 pays d'AOC ;
- (b) des kakémonos, produits dérivés et affiches-posters de sensibilisation installés dans des lieux clés de transit ;
- (c) une campagne digitale et de communication « Le Sahel célèbre la journée internationale de lutte contre le trafic illicite des biens culturels » qui a atteint plus de 300 000 personnes.

Du renforcement des cadres juridiques nationaux pour la protection du patrimoine culturel avec le lancement du processus de révision des lois cadres du patrimoine dans trois pays du Sahel : au Burkina Faso avec la Loi cadre 024-2007/AN du 13 novembre 2007 portant protection du patrimoine culturel au Burkina Faso ; au Niger avec la Loi cadre n°97-022, relative à la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel national du 30 juin 1997 ; et au Sénégal avec la Loi cadre n° 71-12 du 25 janvier 1971 qui fixe le régime des sites et monuments historiques et celui des fouilles et découvertes.



Alain Olivier Nguete

Chef de service des musées de la Direction du Patrimoine Culturel du Cameroun au sujet de la formation TIBC UNESCO-EPA

Témoignage

« La formation a mis en exergue la complémentarité des outils juridiques de lutte contre le TIBC. À l'issue des travaux, se dégage la nécessité du travail en synergie aussi bien à l'intérieur des États qu'à l'international. »



Abdoul Aziz Guissé

Directeur du patrimoine culturel du Sénégal

Témoignage

« Nos lieux de mémoire, nos lieux sacrés, notre patrimoine culturel immatériel, cette convention de 2001 sur le patrimoine subaquatique que nous venons de ratifier sont autant d'éléments qui nous obligent à revoir cette loi qui n'est plus adaptée au contexte actuel de notre environnement qui est en plus marqué par des mutations économiques fortes et une urbanisation qui fait qu'on n'a plus les traces de notre patrimoine matériel. »



Moctar Sanfo

Directeur général du Patrimoine culturel, ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme/Burkina Faso

Témoignage

« Cette rencontre est l'aboutissement d'un long processus qui remonte à l'élaboration de la Note stratégique pour le renforcement de la coopération sous-régionale pour lutter contre le trafic Illicite des biens culturels au Sahel développée en 2017. Un travail qui a été conduit par le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar et a permis de mettre en lumière les besoins des États en la matière. L'élaboration de notre prochaine feuille de route stratégique s'inscrit dans cette stratégie sous-régionale qui est, en réalité, le fruit d'un travail consensuel d'un réseau de partenaires et d'experts des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. »

Soutenir la professionnalisation des femmes dans les métiers des arts et de la culture

Le Bureau de Dakar travaille en partenariat avec AFRICULTURBAN et accompagne le projet Sénégal Talents Campus, tout premier centre de formation technique et professionnel dans les métiers des arts et de la culture, certifié par l'État du Sénégal.

L'UNESCO apporte un appui particulier pour soutenir la professionnalisation des femmes à la fois en tant qu'apprenantes mais aussi en tant qu'enseignantes dans cet effort de formalisation. Cette double approche a consisté d'une part, d'assurer la participation et l'intégration des professionnelles du secteur culturel et créatif dans le corps professoral de ce grand projet inédit. Pour ce faire, l'UNESCO a appuyé une formation des formatrices basée sur des techniques d'apprentissage et une pédagogie suivant une approche basée sur les compétences (29 mars au 15 avril). D'autre part, le bureau de Dakar a appuyé la création d'un Brevet de Technicien Supérieur 100% féminin en administration culturelle pour 25 apprenantes (2021-2022) avec près de 2 000 heures de formations qui seront dispensées.

Dans ce secteur où les femmes sont sous-représentées, la démarche consiste à opérer une discrimination positive à travers une nouvelle approche basée sur le genre dans le renforcement des capacités des professionnelles afin d'une part de reconnaître le rôle et les compétences des femmes issues ce secteur et de l'autre d'optimiser l'égalité des chances notamment face à la formation et l'emploi. Ce projet porté par l'association AFRICULTURBAN s'inscrit dans le cadre d'un accompagnement conjoint plus vaste réalisé en collaboration avec l'Institut International de Planification de l'Éducation de l'UNESCO (IIPÉ-UNESCO Dakar).



Remise des certificats aux formatrices du programme Sénégal Talent Campus



Rokhaya Daba Sarr

Présidente de Tringa Musique et Développement et du festival AfricaFête – bénéficiaire de la formation des formatrices

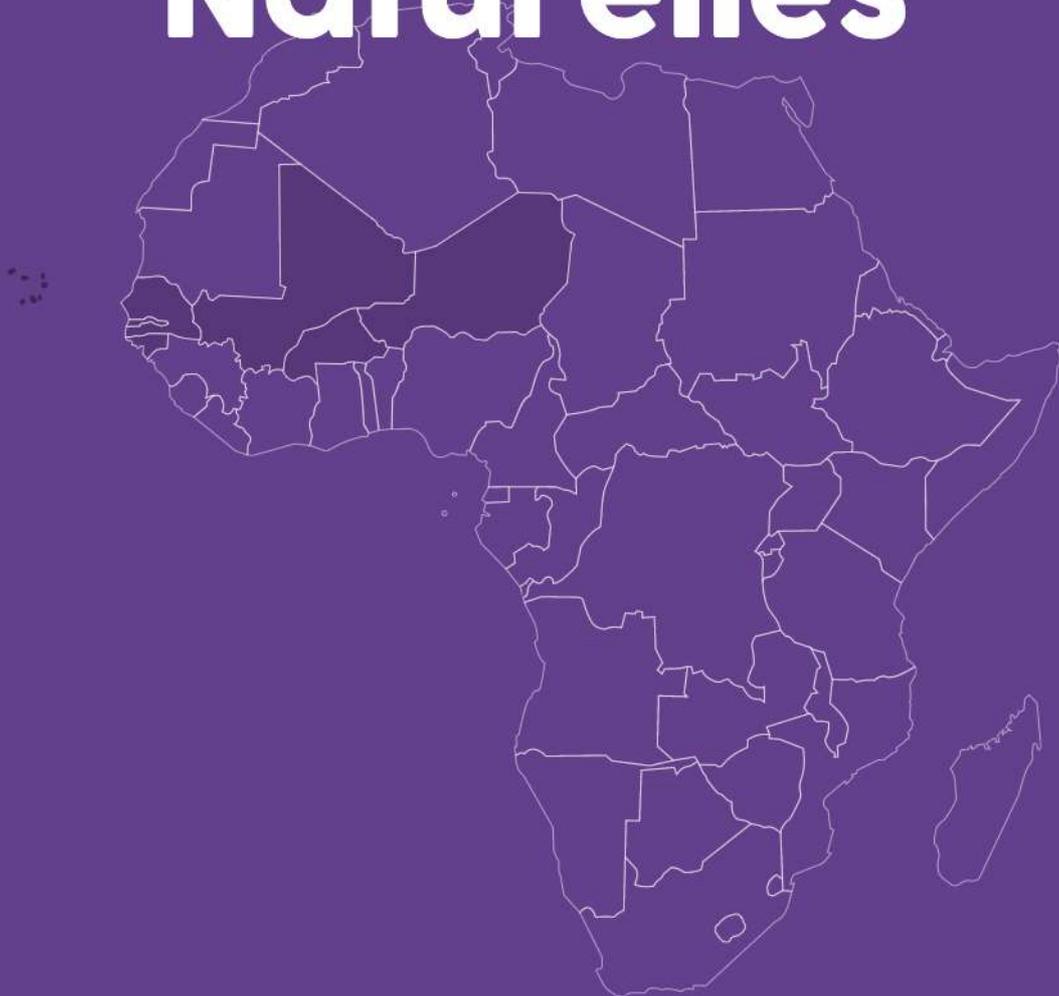
Témoignage

« Les jours passés au côté de toutes ces compétentes personnalités de la culture m'ont permis d'échanger, de partager et de bénéficier de leur expérience. Nous avons également étudié : comment enseigner, comment former, comment évaluer et comment animer une séance avec un groupe (adulte) nous permettant d'harmoniser nos méthodes de travail et nos pratiques de classe. J'en profite pour encourager et remercier tous les initiateurs de ce projet ainsi que tous les partenaires qui ont cru au développement de notre secteur. Je vous réitère tout mon engagement et ma disponibilité pour apporter ma petite pierre pour le succès et la pérennité de ce projet. »





Sciences Naturelles



Au cours de 2021, le secteur des sciences naturelles du Bureau régional de Dakar intervient dans les sept pays relevant de son mandat dans trois domaines thématiques principaux, à savoir l'eau, l'environnement, et la science, la technologie et l'innovation (STI), y compris les STEM a poursuivi le soutien aux activités nationales et régionales visant à renforcer les capacités et le savoir-faire en matière de gestion de l'eau. Tous les Etats membres relevant du Bureau ont reçu des fonds pour une révision de leurs profils de gestion de l'eau, nécessaire au renforcement de la coopération régionale en matière de ressources en eaux partagées et transfrontalières.



REDUIRE LES RISQUES D'INONDATION EN GAMBIE GRACE AUX DRONES

« *Using Drones and Early Warning Systems for Pre- and Post-Floods Disaster Management in the Gambia* »

Le projet de réduction des risques de catastrophe liés aux inondations en Gambie intitulé « Using Drones and Early Warning Systems for Pre- and Post-Floods Disaster Management in the Gambia » a démarré en juillet 2019. Depuis, il a régulièrement renforcé les capacités de gestion des catastrophes liées aux inondations en Gambie, introduit de nouvelles technologies telles que les drones et une nouvelle plateforme pour un système d'alerte précoce en cas d'inondation, le Gambia FEWS (une plateforme ouverte de traitement des données pour la prévision des inondations et le système d'alerte). Par exemple, les photos ci-dessous prises avec les drones fournis par l'UNESCO dans le cadre du projet financé par le partenariat Inde-Nations Unies montrent la situation dans la région du Grand Banjul avant et après les inondations de fin juin 2021 et du 8 août 2021. Cela permet de déterminer les voies d'évacuation et la manière dont les équipes d'intervention d'urgence pourraient pénétrer dans les zones endommagées par les inondations pour venir en aide aux victimes.

Ces technologies changent la façon dont les autorités gambiennes gèrent les situations d'avant et d'après inondation dans le pays. Combinées aux systèmes d'alerte précoce, elles permettront de sauver des vies et de gérer l'impact des inondations catastrophiques.





SOUTENIR L'INITIATIVE « ROAD TO DAKAR »

L'UNESCO a pour ambition d'associer les jeunes aux grands moments d'échange et de réflexion internationaux et ceci s'inscrit à travers son engagement auprès d'eux pour offrir une meilleure visibilité à leur mobilisation et amplifier leurs voix dans la prise de décisions déterminantes dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. C'est dans ce cadre que le Secteur SC a appuyé l'initiative « ROAD TO DAKAR » à travers des rencontres qui se sont tenues en préparation de la contribution des jeunes au niveau africain et au Sénégal particulièrement au 9ème Forum mondial de l'eau, notamment le premier atelier national parallèle en route vers le 9ème Forum mondial de l'eau : « Le SE9FME face aux JPEAs » en format virtuel qui s'est tenu le 12 février 2021 et un atelier de mobilisation des organisations de la société civile de jeunes et des universitaires pour le 9e Forum Mondial de l'eau qui s'est tenu du 25 au 29 Juillet 2021

Ces différentes rencontres ont permis entre autres d'informer et de sensibiliser une bonne communauté de jeunes sur l'organisation du 9ème Forum mondial de l'eau, d'établir une collaboration entre le comité d'organisation du FME et les organisations de jeunes pour mutualiser les efforts et partager les expériences.



Ces rencontres ont également permis de matérialiser la collaboration des associations de jeunes autour de la cellule africaine pour la mobilisation des jeunes. Une feuille de route a été élaborée et des résolutions ont été adoptées parmi lesquelles une mise en place d'une plateforme d'échange qui devra être documentée des différentes actions menées sur le terrain par ces organisations de la société civile et des jeunes, ceci dans le but d'inciter plus de jeunes à s'intéresser davantage aux thématiques liées à la gestion et à la sécurité de l'eau.



Mamadou Ndione
Doctorant - Hydrologue

L'atelier de mobilisation des organisations de la société civile, des jeunes et des universitaires pour le 9ème Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Saly du 25 au 29 juillet 2021, a été l'occasion pour les participants de mieux comprendre les enjeux de l'eau. Axé sur les quatre priorités du forum, à savoir la sécurité de l'eau et de l'assainissement, l'eau pour le développement rural, coopération et outils et moyens, les travaux de groupe effectués à cette occasion ont permis aux différents acteurs de s'approprier les grands enjeux du forum. Ainsi, l'atelier fut pour nous un sursaut d'engagement, de mobilisation et de prise de conscience de la dimension de l'évènement qui nous attend. En perspective, une initiative devrait être vulgarisée afin de mieux sensibiliser la communauté internationale sur les questions d'eau et pour une participation à ce forum des réponses.

Un défi majeur dans la sous-région reste l'insuffisance du capital humain, pour soutenir certaines de nos activités dans la région. Ces problèmes ne peuvent être améliorés qu'avec le temps. En outre, l'insuffisance de données pour les analyses entrave la prise de décision dans pratiquement tous les domaines de la STI et des STEM, ce qui se traduit par de faibles investissements dans ces importants domaines de compétences.

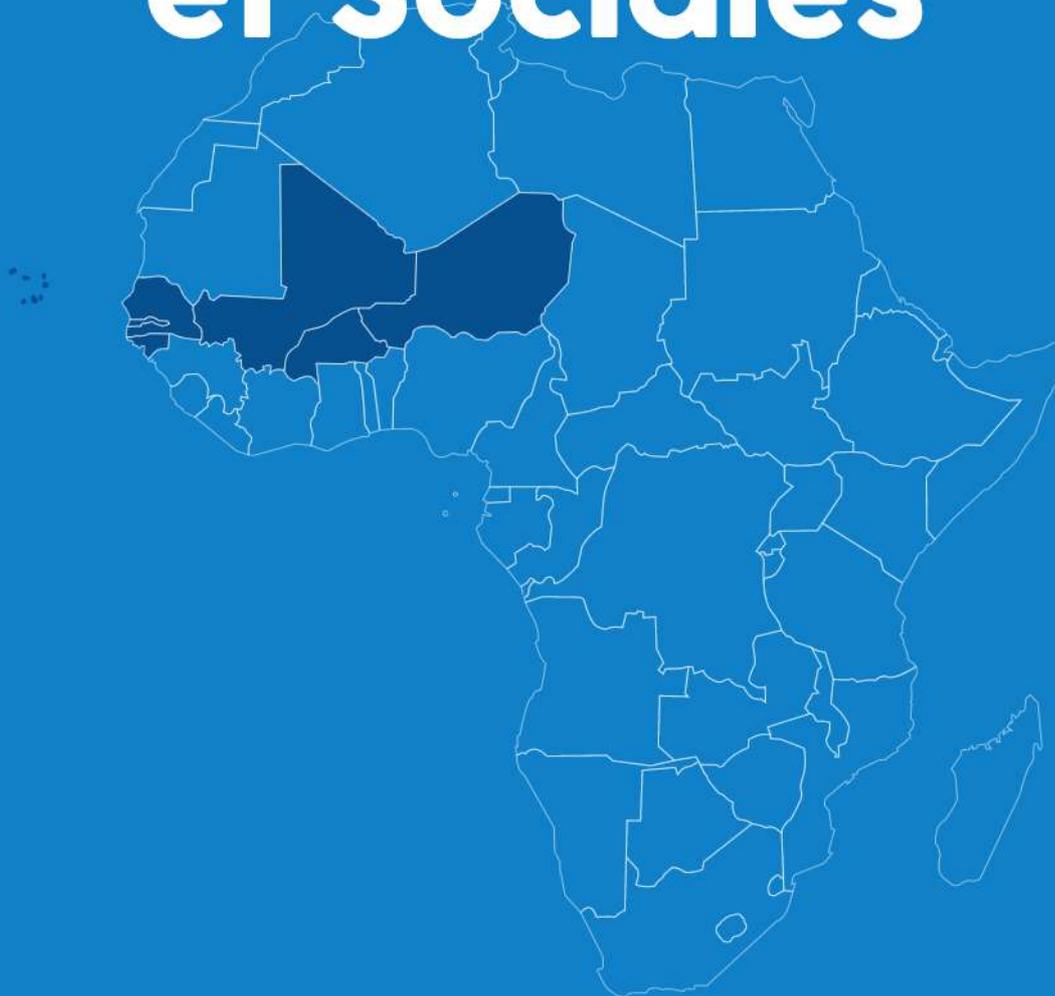
La seule réponse requise pour la promotion des sciences en termes de financement (par exemple, l'eau, les STEM, et l'environnement, le changement climatique, etc.) et le renforcement des capacités humaines reste le plaidoyer et la démonstration de la valeur ajoutée lorsque ces deux paramètres importants sont stimulés. Le Bureau de Dakar a consacré près de 80 % de ses activités à l'appui au développement des capacités et des compétences en matière d'utilisation des données pour des analyses factuelles et à l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer l'acquisition et l'analyse des données.

Pour que l'UNESCO réussisse dans son travail, elle doit être prête à essayer de nouveaux moyens de fournir des services aux États membres, comme une coopération Sud-Sud accrue et une demande de gestion plus efficace des capacités humaines existantes. La collaboration entre les Flying Labs du Sénégal et l'Agence nationale gambienne de gestion des catastrophes est un exemple de bonne pratique Sud-Sud. Les Sénégal Flying Labs ont formé les opérateurs de drones gambiens et les ont certifiés en tant que pilotes de drones. Mais ils sont allés au-delà en continuant à soutenir la NDMA par des conseils sur les activités techniques et même dans la maintenance des drones, tout cela sans aucune intervention directe de l'UNESCO, mais grâce à la confiance et à l'amitié développées pendant l'activité de formation.



5

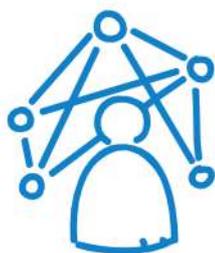
Sciences Humaines et Sociales



Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest - Sahel

En 2021, le secteur SHS Dakar a inscrit son action autour de la valorisation des humanités africaines pour mieux répondre aux crises multidimensionnelles qui secouent le Sahel et à la pandémie de la COVID-19.

Au vu des phénomènes qui, fragilisent la volonté politique et offrent un tableau sombre des horizons, SHS Dakar s'est positionné sur trois axes saillants, pour appuyer les États membres dans la prise en charge efficace des besoins des populations. À savoir : la revalorisation des humanités africaines et des systèmes de savoirs endogènes ; la formation des jeunes pour les changements sociaux positifs, le développement et la culture de la paix ; la promotion de l'inclusion sociale et des droits humains.



REVALORISER LES HUMANITÉS AFRICAINES ET LES SYSTÈMES DE SAVOIRS ENDOGÈNES POUR MIEUX RÉPONDRE AUX URGENCES DU PRÉSENT ET DU FUTUR



Fidèle à sa mission d'appuyer les États membres dans la conceptualisation et la mise en œuvre de politiques et de pratiques publiques éclairées par des connaissances scientifiques, SHS-Dakar a confirmé le leadership de l'UNESCO dans la réécriture des narratifs sur le continent dont les récits sont encore dominés par une orientation sécuritaire et des théories fondamentalement exogènes.

Le secteur SHS a aussi achevé avec succès, la réalisation de l'édition fondatrice du Forum des humanités africaines (FHA), avec un impact retentissant sur les jeunes qui ont pris une part active à l'activité. La première édition du FHA, tenue à Bamako, en septembre 2021, dans un contexte particulier, a été un temps de forte convergence et d'introspection pour les social-scientistes et humanistes du continent ; un moment d'inspiration d'un nouvel espoir pour les peuples africains, en particulier la population malienne en difficulté.

Considéré par l'UNESCO, le CODESRIA et TrustAfrica comme leur événement phare pour les humanités en 2021, le Forum a mis en discussion le rapport « Étude sur l'approche globale des humanités africaines ». Il a servi de fondement théorique à l'élaboration du FHA. Bâtie sur l'idée principale d'une refondation des humanités à partir des matériaux endogènes, notamment les langues et cultures africaines en tant que socles des humanités, et d'une différence conceptuelle entre humanités en Afrique et humanités africaines, cette édition fondatrice a permis de valider le concept du FHA en pratique, sa justification, son utilité sociétale, le champ d'exploration qu'il se propose de remplir et les limites qu'il se fixe.

Le FHA a remporté un succès dépassant les attentes. La centaine de spécialistes appartenant à 30 pays de l'Afrique et de la Diaspora ayant participé à la réflexion en présentiel témoigne de son éclat. Une vingtaine de communications directes ont été, en sus, prononcées en virtuel. Plus d'un millier de participant-e-s ont suivi l'événement en ligne. Environ 50 humanistes et artistes maliens parmi les plus en vue, ont aussi participé à la foire aux idées offerte par la tribune de Bamako.

La qualité intellectuelle des débats et le niveau des interventions ont été remarquables et remarquables. Une innovation majeure du FHA, unanimement appréciée, réside dans le fait d'avoir nommé la totalité des sessions par d'éminentes personnalités du continent matérialisant ainsi une reconnaissance et une célébration de nos propres humanités et ceux et celles qui les incarnent. En effet, la valeur de la dignité humaine a été placée au cœur de la volonté collective d'une reconstruction, d'un redépart et d'une renaissance culturelle.

La rupture souhaitée dans les programmes, projets, et curricula étant, en définitive, une expression de l'ambition collective de recouvrer la dignité bafouée ; de restaurer la personnalité de l'africain éclaté.

Les recommandations pertinentes qui ont été retenues ont déjà un début d'exécution avec la décision du Centre Hampaté Ba, dirigée par Dre Aminata Dramane Traoré, de placer son colloque annuel sur les jeunes et la migration « Migrations » dans la continuité directe du FHA et la conceptualisation de la figure africaine de « Mère sociale ». SHS-Dakar y a apporté une contribution appréciée.





FORMER LES JEUNES POUR UNE TRANSFORMATION POSITIVE DE LA SOCIÉTÉ, UN DEVELOPPEMENT ENDOGÈNE ET UNE PAIX DURABLE

Pour mieux accompagner les acteurs dans leur quête de réponses globales et holistiques à la question sahélienne, l'UNESCO appuie les dynamiques heuristiques portées par les jeunes, pour les habiliter à mieux explorer les futurs possibles de leur continent et mûrir leurs initiatives.

Devant l'impératif de renouveler les stratégies et les récits dictés par la crise multidimensionnelle dans le Sahel, le secteur SHS a initié une expérience pilote exceptionnelle, consistant en une formation sur la littératie des futurs axée sur le thème : « Les possibles futurs de l'engagement social au Sahel : réécrire les récits, refonder les humanités, réinventer la cohésion sociale et décoloniser les imaginaires » en partenariat avec le CODESRIA et TrustAfrica. Elle a ainsi contribué à systématiser une pensée prospective fondée sur les leviers « Culture » et « Développement ».

Les résultats sont probants. À travers cette FLT, plus de 40 participant-e-s, dont 18 jeunes leaders venus de 10 pays d'Afrique se sont appropriés la méthodologie de la littératie des futurs et disposent d'un formidable outil pour une contribution effective à l'édification d'une région sécurisée, paisible et inclusive.

Sur le même registre, le Forum des jeunes leaders du Sahel sur la PEV (Ouagadougou 2021) a été un grand succès. Environ 120 personnes y ont pris part dont 30 jeunes issus des 12

pays d'Afrique ainsi que 20 venant de 13 régions du Burkina.

À travers ce moment d'intelligence collective, les jeunes ont pu explorer et faire émerger des réponses endogènes. Un mémorandum sur l'éducation aux médias et l'extrémisme violent a été transmis au Président de la République par l'intermédiaire de son représentant au Forum.

Aussi, en vue de faire face à l'urgence sanitaire, SHS a mobilisé des centaines de jeunes leaders durant un webinaire régional « Libérer le potentiel de créativité des jeunes et mobiliser les inventeurs dans la réponse à la COVID 19 » (mars 2021). Avec la participation de 70 éminentes personnalités africaines, cette rencontre entre jeunes humanistes, scientifiques et artistes a permis de vulgariser les bonnes pratiques des jeunes africains dans la lutte contre la pandémie.

Ces activités s'inscrivent dans la continuité de la philosophie d'action du FHA Fondateur (Bamako, 2021) et montrent le lien intrinsèque qui unit la refondation des humanités africaines et la capacité des jeunes africains à imaginer et à peser sur le futur du continent. Grâce à l'appui de l'UNESCO, les jeunes sahélien-ne-s et africain-e-s s'organisent de plus en plus pour faire face à leurs problèmes et inventer les réponses idoines à leurs préoccupations et celles de leurs sociétés.

.....
« Les possibles futurs de l'engagement social au Sahel : réécrire les récits, refonder les humanités, réinventer la cohésion sociale et décoloniser les imaginaires »
.....



PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE ET LE RESPECT DES DROITS HUMAINS



L'UNESCO a lancé une initiative exceptionnelle à travers le projet « Delwende, pour l'autonomisation et la réhabilitation des victimes de l'exclusion sociale pour accusation de sorcellerie ». Elle vise ainsi à restaurer la dignité humaine en plaidant la cause de ces femmes accusées de sorcellerie.

la dignité des femmes victimes des « accusations de sorcellerie », tenu dans la salle de fête de la mairie de Ouagadougou, a permis à plus de 60 personnes de témoigner leur solidarité, et porter la voix des femmes. Tour à tour, les autorités de l'État, notamment la vice-présidente du Parlement, les autorités territoriales et coutumières, d'éminentes personnes ressources, ainsi que les membres du comité de veille, les chercheurs, les membres des associations, les partenaires du SNU et les pensionnaires des centres ont porté de vibrants plaidoyers et salué le lead de l'UNESCO dans la lutte contre l'exclusion sociale des populations vulnérables.

Restaurer la dignité humaine en plaidant la cause de ces femmes accusées de sorcellerie.

En sus des AGR qui ont fortement contribué à l'autonomie financière de plus de 280 victimes, 7 sessions de sensibilisation et de formation destinées à la consolidation des compétences, de la solidarité et de la confiance en soi ont été réalisées en 2021.

Réussissant le pari de la mobilisation des principaux acteurs et des plus hautes autorités du pays autour de la question de l'inclusion sociale, le Méga plaidoyer sous-régional (19/10/21) pour l'inclusion sociale et

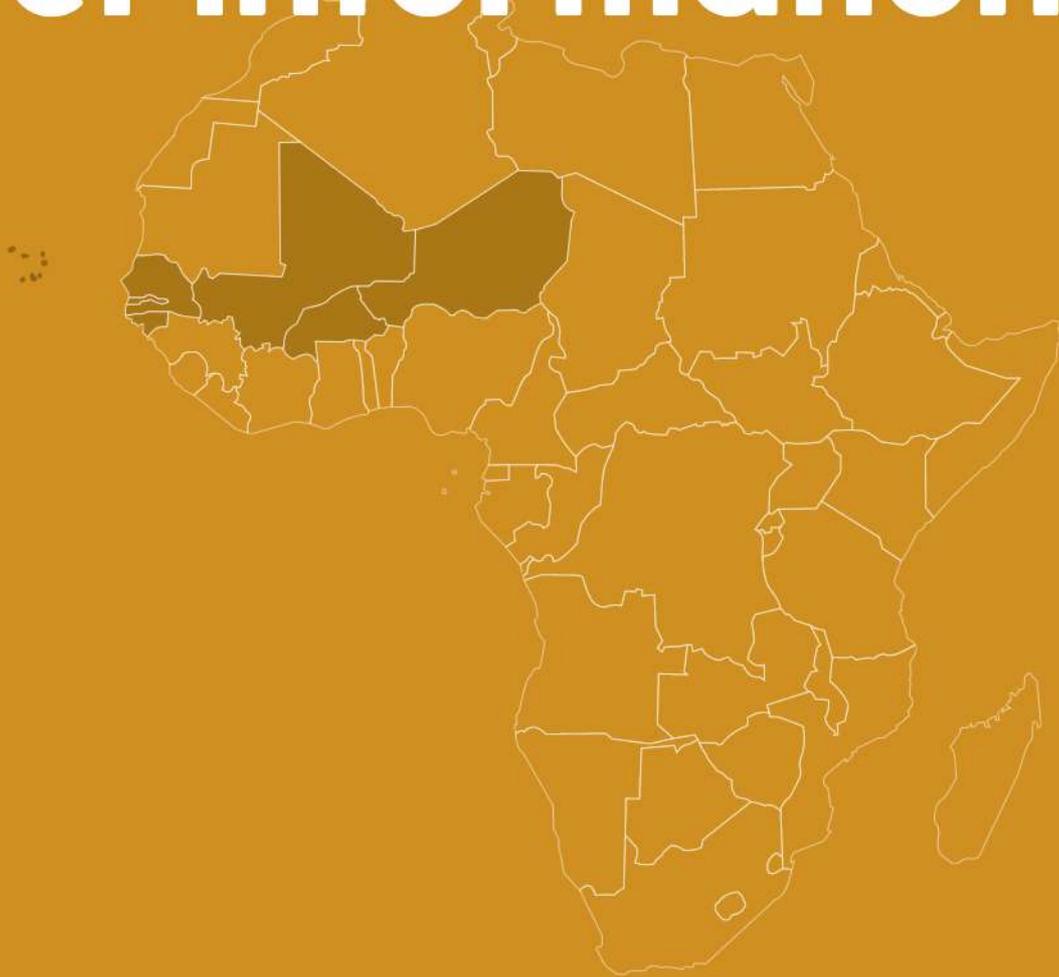
À la fin de la session, le film documentaire de capitalisation du projet, réalisé par l'UNESCO avec le concours d'une cinéaste confirmée, a été projeté. Ce film fort apprécié offre une excellente synthèse des actions et constitue un important outil de vulgarisation et de plaidoyer de cette intervention inédite dans la région en tant que bonne pratique.



© UNESCO / Théodore Somda

6

Communication et Information



Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest - Sahel



© UNESCO / Bruno Demeocq

Ainsi que cela a déjà été démontré, la pandémie de la COVID-19, depuis son apparition fin 2019, a quasiment imposé son agenda et favorisé l'émergence de nouveaux défis dans tous les secteurs y compris celui des médias et de la communication. Parmi ces défis, il y a la multiplication de restrictions impactant la capacité des journalistes à mener à bien leur mission, l'augmentation de la désinformation, la multiplication des attaques en ligne contre les journalistes du fait de l'exercice de leur métier, et les pertes de revenus considérables pour les médias.

Alignées avec la stratégie de riposte de l'UNESCO contre la pandémie de COVID-19, les actions du programme de communication et Information se sont orientées vers, entre autres, l'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur les médias et les professionnels des médias ; le renforcement des capacités des professionnels des médias en matière de traitement de l'information sur les questions sanitaires, ainsi que de débusquage de la désinformation sur la COVID-19.

De manière spécifique au contexte du Sahel, où l'enracinement de la démocratie reste fragile, le Bureau régional de Dakar, à travers le programme de communication et Information, a soutenu les actions de renforcement des compétences pour la participation civique responsable à travers l'éducation aux médias et à l'information.

Afin de soutenir l'émergence des conditions favorables à l'éducation inclusive et de qualité, à l'innovation et à l'apprentissage continu, ainsi qu'à l'accès à des ressources éducatives de qualité, un autre volet important des interventions a porté sur l'accompagnement des pays du Sahel dans la mise en œuvre de la recommandation sur les ressources éducatives libres (avec par exemple l'organisation d'un Forum ministériel sur l'intégration des REL au Sahel, sous la tutelle du ministre de l'Éducation nationale du Sénégal).



POUR SUIVRE LA RIPOSTE CONTRE LA DÉSINFORMATION SUR LA COVID-19

En 2020, le monde a été profondément bouleversé par la pandémie de COVID-19 et sa propagation fulgurante. Cette crise sanitaire qui a plongé les populations dans une vulnérabilité sans précédent, a continué d'avoir un fort impact négatif en 2021. Poursuivant sa stratégie de riposte contre cette pandémie, le Bureau de l'UNESCO à Dakar, à travers le programme de communication et Information, a accentué ses interventions vers la lutte contre la désinformation afin de garantir aux populations du Sahel, l'accès à l'information crédible et fiable sur la pandémie.

La mise en œuvre du projet #CoronavirusFacts "Addressing the 'Disinfodemic' on COVID-19 in conflict-prone environments", financé par l'Union européenne, a permis au Bureau régional de l'UNESCO à Dakar de doter près de 287 professionnels des médias publics, privés et

communautaires du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal, et du Togo en compétences nécessaires pour débusquer la désinformation et la malinformation relatives à la pandémie de la COVID-19 y compris sur la question des vaccins. Et ce projet a été réalisé dans le cadre d'une collaboration avec notamment le Réseau International des Femmes de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (chapitre du Sénégal), le Réseau Inter Africain pour les Femmes, Médias, Genre et Développement (FAMEDEV) et Code For Africa.

Au Sénégal, où le projet a fait un focus sur les médias communautaires, les populations des différentes régions, en particulier du sud du pays, ont régulièrement eu accès, dans une langue accessible, de l'information crédible et fiable sur la COVID-19 véhiculée aux travers de ces médias de proximité.

Témoignage

« Participer à cet atelier m'a permis de comprendre ce qu'est un fake news et comment le débusquer [...] Mon travail doit être différent aujourd'hui pour limiter les conséquences désastreuses des fausses informations qui proviennent surtout des réseaux sociaux, pour le bien de nos populations et un changement de comportement »

Aïssatou FAYE,

journaliste à la radio communautaire Gabou Fm de Sédhiou



250
guides
distribués

La collaboration avec Code For Africa, un membre du International Fact Checking Network (IFCN) et l'OMS (à travers son initiative VirusFacts) a permis d'établir en Afrique de l'Ouest et au Sahel, un réseau de fact-checkers francophones avec la participation du Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

218
émissions
radiophoniques

Ce projet a également permis l'élaboration par l'UNESCO d'un guide pratique pour les médias en période de pandémie, afin de garantir la sécurité des journalistes en leur fournissant des outils pour exercer efficacement leur métier pendant cette période. Il s'agit d'un document opérationnel et pratique qui devrait aider à la prise de dispositions nécessaires pour assurer la protection des journalistes et la continuité de la couverture de l'information dont les populations ont besoin, dans un contexte d'épidémie ou de pandémie. Le document a également été traduit en Wolof (langue locale la plus parlée au Sénégal), avec l'appui de la Mairie de Boissy-Saint-Leger, pour favoriser son appropriation et sa dissémination auprès des médias communautaires. Ce guide a été édité en deux cent cinquante (250) exemplaires distribués aux acteurs des médias et aux responsables des organisations des médias.

120
radios
communautaires

La mise en œuvre du projet #CoronavirusFact au Sénégal a permis, entre autres, la production de 218 émissions radiophoniques en six langues locales et diffusées à travers près de 120 radios communautaires.



Témoignage

« Le Guide des médias est comme une notice d'utilisation, c'est bien plus qu'une explication ! Le Guide m'a permis de comprendre qu'il est nécessaire de disposer d'un procédé à suivre en cas de contamination pour minimiser voire annuler la contamination à d'autres membres de la rédaction, du studio »

Codou Loum,

journaliste à la radio communautaire
Oxyjeunes et présidente du RIF.

Ces diverses interventions auxquelles s'ajoutent les campagnes de sensibilisation, via les réseaux sociaux, sur la problématique de la désinformation, avec un ciblage des jeunes (mené en collaboration avec Africulturelle et EducommunicAfrik), ont contribué à réduire l'impact de la désinformation sur la COVID-19 dans les pays ciblés. Et cela a aussi favorisé l'engagement des médias à lutter contre ce fléau.





RENFORCER LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DE CONTENUS ÉDITORIAUX DE QUALITÉ SUR LA THÉMATIQUE MIGRATOIRE AU NIGER

“ **Diriger un "Desk Migration" au sein d'une rédaction pour couvrir tous les aspects de la migration, un enjeu majeur dans notre pays, c'est une des expériences éditoriales parmi les plus enrichissantes de ma carrière journalistique** ».

Bouli Adamo Ide, 35 ans, est reporter à TV Bonferey, une chaîne de télévision privée parmi les plus suivies au Niger, considéré depuis les années 2000 comme un carrefour des flux migratoires dans la région du Sahel. En mai 2021, cette journaliste chevronnée a participé à un forum d'échanges sur l'information et les migrations dans le contexte de la COVID-19 au Niger, organisé à Niamey par l'UNESCO, avec l'appui de l'Association des Journalistes pour la Sécurité et les Migrations (AJ-SEM), impliquant des experts et une vingtaine de professionnels des médias, hommes et femmes. **« Ce n'est pas la première fois que j'ai été formée sur la thématique migratoire »,** souligne-t-elle, **« mais c'est bien la première fois que mon média a été directement impliqué dans une activité visant à appuyer des médias à produire de manière régulière des contenus éditoriaux de qualité sur cette thématique »**. Dans le cadre du Forum d'échanges, l'UNESCO et l'AJ-SEM ont en effet organisé un dîner de travail avec des managers de médias publics et privées, issues de la télévision, de la radio, de la presse écrite et de la presse en ligne, au cours duquel ont été exposés les principaux objectifs du projet d'appui aux médias nigériens pour la création de « Desk migrations » au sein de leur rédaction.

Au lendemain du Forum d'échanges, l'AJ-SEM a mis en place un jury composé d'experts médias et migrations, chargé de sélectionner les meilleures stratégies de production et de diffusion de contenus éditoriaux sur divers aspects de la migration, soumises par les médias ayant participé au forum. Au total, 6 médias ont été sélectionnés : deux télévisions (TV Bonferey et TV Labari), deux radios (Challenge FM

et Garkoua FM), et deux organes de la presse écrite (Le Potentiel et L'Écllosion). Des conventions ont été signées entre l'AJ-SEM et ces médias, et ainsi permis la mise en place de 6 « Desk migrations », pour la production et la diffusion de plus de 150 contenus éditoriaux entre juin et octobre 2021, sur divers aspects de la migration. **« Cette approche éditoriale a permis à ma rédaction d'aborder la thématique migratoire sous plusieurs angles, y compris celui de l'intégration des migrants dans les communautés d'accueil »,** assure M. Ibrahima Yero, Directeur de publication de L'Écllosion. **« Notre initiative a eu par ailleurs un effet d'émulation dans les autres médias de la place qui n'ont pas été sélectionnés, et qui ont commencé à vouloir mieux couvrir la migration qu'auparavant »,** renchérit Razak Idrissa. Pour M. Kabir Sani, président du Conseil supérieur de la communication (CSC), **« ces productions éditoriales ont d'autant plus de mérite qu'elles répondent parfaitement aux objectifs de la politique nationale de la migration, adoptée par le gouvernement en septembre 2020, et qui vise entre autres à mieux informer et communiquer sur les migrations au Niger »**.

L'initiative « Desk Migrations au Niger » rentre dans le cadre du projet **« Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication »**, mis en œuvre par l'UNESCO dans 8 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec l'appui de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS), via le « Fondo Africa » du ministère des Affaires étrangères d'Italie et de la coopération internationale (MAECI).

DÉFIS MAJEURS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DU BREDA ET INNOVATIONS

Au cours de 2021, la pandémie de la COVID-19 et la recrudescence de la crise sécuritaire dans le Sahel ont appelé le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) à intensifier la dynamique de collaboration et d'appui aux États membres, déjà en cours ces dernières années, et ce dans tous les domaines d'actions de l'organisation, de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication.

Tout en déployant des innovations majeures pour apporter de nouvelles solutions par la mobilisation des partenaires techniques et financiers d'une part à accompagner les pays membres et d'autre part en organisant ses interventions autour de résultats transversaux, le BreDa a résolu ces différents secteurs à répondre de façon stratégique aux besoins des populations cibles, dans ses domaines d'intervention.

Le programme culture a ainsi perfectionné son mode de travail hybride, déjà initié en 2020, en s'appuyant davantage sur l'expertise locale et l'amélioration de l'offre de formation sur le digital. Cette approche a servi avec succès non seulement, l'intégration des modules de formation continus au sein de l'École de Patrimoine Africain, mais également des processus très exigeants de révision des cadres juridiques de protection de patrimoine dans 3 pays de la région. De même, cela a permis de déployer des grandes actions de visibilité, qu'il s'agisse de l'Année de l'Union africaine des arts de la culture et du patrimoine 2021 ; de la Biennale de Luanda pour la culture de la paix ou encore des campagnes emblématiques sur les réseaux sociaux.

Au niveau des sciences humaines et sociales, l'expertise du Bureau de Dakar a été sollicitée sur les questions de droits humains, de l'éthique, de l'inclusion sociale et de l'égalité de genre. Un défi de taille qui a été relevé avec brio, grâce à la mobilisation de fonds et des synergies

d'action. Le BreDa a su compter sur son réseau d'universitaires, dense et fidèle pour mettre à profit les connaissances de plus de 100 éminents chercheurs afin d'éclairer les États membres notamment dans leur cinglante riposte à la crise sanitaire. La forte contribution financière et la mobilisation inédite de la communauté africaine des social-scientistes pour la réalisation et l'éclatant succès du FHA ont été inédites. Le Bureau a réuni d'importantes institutions et leurs interventions autour d'objectifs communs, de thématiques transversales et actuelles. Ces actions d'envergure témoignent d'une adaptation rapide de SHS et constituent des réponses aux contraintes. La réussite des activités majeures émane du solide partenariat avec les OSC, les universités, les agences du SNU et de la collaboration intersectorielle et interrégionale au sein de l'UNESCO. Ces facteurs ont permis de fédérer les énergies, les moyens, les expertises et les réseaux. Toutes les parties prenantes se sont impliquées aux plans technique et financier pour aider à pallier les déficits et démontrent que les actions conjointes sont de bonnes pratiques à pérenniser. Avec la bonne organisation logistique, les NATCOM, les comités nationaux MOST, et tous les secteurs SHS des bureaux Afrique ont aussi démontré leur esprit d'appartenance à la famille UNESCO.

Les défis liés à une réponse adéquate et stratégique pour la promotion des sciences en termes de financement dans la région et le renforcement des capacités humaines dans ce domaine, ont conduit le Bureau de Dakar à consacrer près de 80 % de ses activités à l'appui au développement des capacités et des compétences. Cela s'est traduit par un renforcement de capacité en matière d'utilisation des données pour des analyses factuelles et à l'utilisation des TIC pour améliorer l'acquisition et l'analyse des données.

Conclusion

Cette année encore, la région sahélienne aura été profondément marquée par les enjeux socio-économiques et culturelles liés à la pandémie de la COVID-19, fondant la pertinence de l'action du Bureau de Dakar. Le Bureau de Dakar a su adapter son intervention dans ses secteurs de compétences autour notamment de la résilience des systèmes éducatifs, de l'enseignement à distance, de l'autonomisation et du développement des compétences ; du soutien à la résilience du secteur culturel et du renforcement de la protection des biens culturels ; aussi bien que de la revalorisation des systèmes de savoirs endogènes que pour répondre aux urgences. Mais il a aussi su orienter ses appuis à travers une coordination plus étroites avec les initiatives régionales et l'ensemble des partenaires du système des Nations Unies.

Pendant que de grands défis se profilent à l'horizon 2022, l'UNESCO est déterminée à garantir aux États membres les moyens de surmonter la pandémie de la COVID-19, de reconstruire mieux et de poursuivre la marche vers les objectifs de développement durable, ainsi que l'Agenda 2063.



Hommage à Abdoul Aziz GUISSÉ, Directeur du patrimoine culturel du Sénégal (2015-2022)



L'UNESCO Dakar a appris avec une profonde tristesse le décès de Monsieur Abdoul Aziz Guissé, homme de culture, grand défenseur du patrimoine culturel africain et Directeur du Patrimoine Culturel du Sénégal, le 3 février 2022.

Fidèle partenaire du Bureau de Dakar, Monsieur Abdoul Aziz Guissé a représenté avec brio, le Ministère de la Culture et de la Communication du Sénégal auprès de notre organisation et a accompli des missions cruciales pour la sauvegarde du patrimoine culturel au Sénégal et en Afrique. Le bureau de Dakar a été fortement marqué par son expertise et éclectisme dans le domaine du patrimoine qui a valu des réalisations importantes sur le plan national et international.

Son apport à la sauvegarde et à la promotion du patrimoine culturel africain s'exprime à travers ses contributions pour l'inscription de plusieurs sites sénégalais sur la Liste du patrimoine mondial : cercles mégalithiques de la Ségambie (2006), Delta du Saloum (2011), Pays Bassari : paysages culturels Bassari, Peul et Bédik (2012). Sa contribution s'est également illustrée à travers les inscriptions sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité du Kankurang – rite initiatique mandingue en 2008, du Xooy, une cérémonie divinatoire chez les Serer du Sénégal en 2013, et, récemment en décembre 2021, du Ceebu Jën, un art culinaire du Sénégal. C'est

également sous son leadership, qu'a été initié et porté le premier inventaire communautaire des éléments du patrimoine culturel immatériel du Sénégal, couronné par la publication d'un catalogue de 59 éléments du patrimoine vivant en 2021.

Éminent expert, il fut également un excellent pédagogue qui a investi en la jeunesse et transmis son savoir aux nouvelles générations. Il a contribué à ce projet commun et priorité pour l'Afrique de créer une nouvelle expertise sénégalaise et africaine, et ainsi combler le fossé générationnel dans le domaine du patrimoine. En effet, son magistère à la tête de la direction du patrimoine culturel du Sénégal a permis de mettre en place les cadres idoines pour assurer cette transmission, l'exemple le plus récent étant la création de programmes de formation pour les jeunes dans le domaine du patrimoine culturel subaquatique au Sénégal.

Monsieur Guissé fut un précieux partenaire avec qui nous avons tissé des liens étroits pendant toutes ces années et pour qui notre organisation gardera une grande estime. Aujourd'hui, nous perdons un collaborateur à part entière avec qui nous avons relevé des défis et créé du changement. L'UNESCO et le monde de la Culture tiennent à honorer sa mémoire et exprime ses sincères condoléances, à l'Afrique, au Sénégal en particulier, ainsi qu'à sa famille.



Route de la plage de Ngor
B.P. 3311 Dakar, Sénégal
Tél. (221) 33 864 96 00
E-mail: dakar@unesco.org

